

[Text]

about what was going on. They told me that in Nassau, anyway.

Let me ask some questions here. The Solicitor General mentioned the increasing threat of terrorism in his opening statement. Were you speaking generally there, or have there in fact been specific . . . ? I do not expect specific threats, but have there been a number of specific threats and an increased number of specific threats of terrorism in Canada?

Mr. Beatty: There is both, Mr. Chairman. The fact is that there is a growth in the incidence of terrorism internationally, and we cannot expect to be immune in Canada. Secondly, if the result of the investigation into Air India demonstrates that the Air India disaster, which cost the lives of some 327 people, was a terrorist incident, there will have been about five or six times as many Canadians killed in 1985 as Americans as a result of terrorist acts.

It is a case where I think we as Canadians tend to think that we are immune from international terrorism because we do not engage in that sort of thing abroad. Yet we are not immune. It is important that we take whatever measures we can in Canada to deal with that.

Mr. Waddell: Given that the Indian government said it was a bomb on the Air India flight that caused the crash—the Indian inquiry—is it not about time that the government made some sort of statement in the House to the Canadian people as to their view of the cause of the disaster and any steps they are taking to clear it up?

Mr. Beatty: Again, Mr. Waddell, there is an ongoing police investigation underway. It is certainly on the public record that the Indian government has investigated and speculated as to whether it was a terrorist act or not. The RCMP is continuing to investigate, however, and I think it would be appropriate to wait for the results of their investigation.

Mr. Waddell: How long is it going to take? It has been a while now.

Mr. Beatty: I hope it will be resolved as soon as possible, Mr. Chairman, but we cannot guarantee that in a case like this. The RCMP, who have had to devote a good number of resources to the investigation, would like to see it resolved as quickly as possible, too, but they want to do as thorough a job as possible.

Mr. Waddell: I want to ask you about the security clearance policy. I am told that the old 1963 Cabinet directive is still in effect. Is that true?

Mr. Beatty: No, I do not believe it is. Pardon me. Yes, it is. It will be suspended very shortly.

Mr. Waddell: When?

Mr. Beatty: I cannot give you a date but very soon. It is under review because I did not feel that the old security clearance policies being followed were adequate.

[Translation]

Bahamas, l'on s'inquiétait beaucoup de la situation. Du moins, c'est ce qu'on m'a dit à Nassau.

J'aimerais maintenant poser quelques questions. Le Solliciteur général, dans sa déclaration préliminaire, a parlé de la menace grandissante du terrorisme. Parlez-vous de façon générale, ou y a-t-il eu des cas spécifiques . . . ? Cela m'étonnerait, mais j'aimerais savoir s'il y a eu des menaces spécifiques d'actes de terrorisme au Canada?

M. Beatty: Il y en a eu, monsieur le président. Le fait est qu'à l'échelle internationale, il y a une augmentation du nombre d'actes de terrorisme et que le Canada ne peut s'attendre de demeurer à l'abri. Deuxièmement, si l'enquête au sujet de l'écrasement de l'avion d'Air India, qui a coûté la vie à quelque 327 personnes, révèle qu'il s'agissait d'un acte de terrorisme, nous pourrions conclure que cinq ou six fois plus de Canadiens que d'Américains auront perdu la vie en 1985 à la suite de ces actes.

Je crois que les Canadiens ont tendance à se croire à l'abri du terrorisme international parce que nous n'invitons pas ce genre d'activités à l'étranger. Et pourtant, nous ne sommes pas à l'abri. Il est important que nous prenions toutes les mesures nécessaires au Canada pour contrer cette menace.

M. Waddell: Étant donné que l'enquête menée en Inde a conclu que c'est une bombe qui a causé l'écrasement de l'avion d'Air India, n'est-il pas temps que le gouvernement fasse une déclaration en Chambre au peuple canadien pour faire connaître ses idées sur la cause de cette catastrophe et pour annoncer les mesures qu'il a l'intention de prendre?

M. Beatty: Je le répète, monsieur Waddell, l'enquête de la police est en cours. Il n'a jamais été indiqué publiquement que le gouvernement indien avait mené d'enquête et essayé de déterminer s'il s'agissait ou non d'un acte de terrorisme. Toutefois, la GRC poursuit son enquête, et j'estime qu'il conviendrait d'en attendre les résultats.

M. Waddell: Combien de temps va-t-elle prendre? Cela fait déjà quelque temps.

M. Beatty: J'espère que l'enquête se terminera le plus tôt possible, monsieur le président, mais nous ne pouvons rien promettre dans un cas comme celui-ci. La GRC, qui a consacré un bon nombre de ses ressources à l'enquête, voudrait aussi pouvoir la terminer le plus tôt possible, mais elle veut aussi que l'enquête soit la plus exhaustive possible.

M. Waddell: J'aimerais maintenant vous parler de la politique concernant les cotes de sécurité. Je me suis laissé dire que l'ancienne directive du Cabinet, émise en 1963, est toujours en vigueur. Est-ce bien vrai?

M. Beatty: Non, je ne le crois pas. Excusez-moi, c'est vrai. Mais elle sera abrogée sous peu.

M. Waddell: Quand?

M. Beatty: Je ne saurais vous dire, mais ce sera très bientôt. Elle fait l'objet d'une révision car je ne croyais pas que les anciennes politiques touchant les cotes de sécurité étaient suffisantes.